

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT FRANÇAIS : DU SR AU BCRA

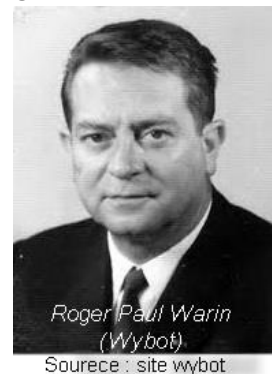
Guy Giraud

À la fin juin 1940, à partir du 2^e Bureau de son état-major, de Gaulle, à la demande de l'*Intelligence Service* (IS), crée le Service de Renseignement (SR) pour recueillir et fournir toutes les informations relatives aux intentions des Allemands dans les domaines militaire, économique et politique. Le 12 novembre 1941, il subordonne le SR à son état-major particulier (EMP) pour conserver le contrôle immédiat de l'action en France. À la fin de 1942, le SR rompt le face-à-face exclusif avec l'OSS pour entamer une collaboration avec le SOE s'intégrant dans une perspective plus vaste, dont le débarquement en France doit constituer l'aboutissement. Cette coopération fut établie sur des bases inégales : le SOE disposant d'un droit de veto sur les propositions du SR qui assumait seul, hors de tout contrôle gaulliste, la coordination des actions paramilitaires entreprises en France.

« Passy » (André Dewavrin), polytechnicien, structure ainsi son service désigné sous le sigle BCRAM, Bureau central de renseignement et d'action militaire ; le M est imposé par de Gaulle pour strictement cloisonner l'action militaire et l'action politique ; celle-ci est à la charge d'André Diethelm, commissaire à l'Intérieur de la France Combattante.

Le BCRAM comprend cinq sections :

- La section de commandement ;
- La section de renseignement (R) qui travaille avec l'*Intelligence Service* (MI.6) anglais. Elle est dirigée successivement par Manuel, Mella et Hessel ;
- La section action militaire (AM), chargée de la formation des agents « action », des liaisons avec eux lorsqu'ils sont en mission et des opérations d'atterrissage et de parachutage ;
- La section de contre-espionnage (C.E), dirigée par Roger-Paul Warin (*Wybot*), puis à partir de 1943, par un spécialiste du renseignement : le commandant Bonnefous ;
- La section A/EC (action, études et coordination) dépend de Bienvenue ;
- La section évaison est rattachée en janvier 1942 au Conseil National de la Résistance (CNR).



La section chiffre (C) conserve les codes, le déchiffrement des messages et l'instruction des agents dans ce domaine.

Le 17 janvier 1942, le BCRAM devient le Bureau central du renseignement et d'action (BCRA) ; il comprend :

- une section non militaire (NM) à but politique. Cette section est en liaison avec le SOE. Elle est dirigée par Jacques Bingen, Pierre Bloch et Louis Vallon.

- le 1^{er} septembre 1942, une section AFN, chargée de la préparation de l'action clandestine en Afrique du Nord.
- un bureau AOF chargé de toutes les questions concernant les activités clandestines en Afrique occidentale français.

En 1943-1944, le BCRA fusionne avec les services secrets de H. Giraud au sein de la Direction générale des services spéciaux (DGSS), confiée à Jacques Soustelle, qui deviendra la Direction générale des études et recherches (DGER) en octobre 1944, puis le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) en 1946.

Cette évolution de l'organisation des services secrets mûrit dans des conditions difficiles pour les principales raisons suivantes :

- Le *Foreign Office* et l'*Intelligence Service (I.S)* renâclent à voir le *SOE* leur échapper. Les rapports entre l'*OSS* et le *SOE* sont parfois conflictuels, chaque organisme voulant s'approprier les rapports tendus entre Giraud et de Gaulle ; une entente relative est conclue en 1944 ;
- « La bataille » en vue de recruter les candidats pour intégrer l'un de ces services, parmi les Français présents à Londres;
- L'autre « bataille » pour obtenir des fonds, des avions et des armes pour les maquis.

Au milieu de ces difficultés, le B.C.R.A a su « tirer son épingle du jeu » : selon le spécialiste reconnu de la France libre, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Passy* sera « *l'un des quatre ou cinq hommes au côté du général de Gaulle, sans qui la France libre n'aurait pas été ce qu'elle fut.* »
